

Conférence-débat

à la Maison des Associations du 18^e

15 passage Ramey 75018 Paris (M) J. Joffrin / Marcadet Poissonniers

mercredi 13 mai 2009 à 19h15

Le bonheur est-il dans le PIB ?

face à la crise,

CHANGEONS DE CAP



avec d'autres mesures de la richesse

avec Jean Gadrey

member de la Commission Stiglitz, member du FAIR et member d'Attac

Entrée libre

Pourquoi subissons-nous la dictature du PIB (Produit Intérieur Brut) ?

Les politiques publiques sont aujourd'hui majoritairement guidées par deux indicateurs phares : le PIB et le taux de chômage. Lorsque le PIB augmente, nos responsables politiques y voient la preuve de la bonne marche du pays, en dépit de l'inégale répartition des richesses produites et des atteintes irréversibles au patrimoine naturel.

Le PIB est devenu, au-delà du simple instrument de mesure de la production économique, l'indice de la richesse nationale ou même, du progrès social !

Cela signifie que la richesse du pays est réduite à la seule croissance économique, en oubliant des aspects aussi essentiels que la qualité de notre environnement, l'égalité d'accès aux droits fondamentaux, le respect des droits individuels, la répartition des richesses, l'harmonie

sociale, le bien-être, etc.

En pleine crise, comment imaginer que notre gouvernement saura trouver des réponses nouvelles alors que ses instruments de pilotage sont défectueux ! Il ne s'agit pas de relancer une mécanique en panne, mais de bifurquer véritablement avant de s'écraser contre le mur !!

La crise actuelle est multidimensionnelle : financière et économique certes, mais également écologique, sociale, alimentaire... Les indicateurs à privilégier pour sortir de la crise doivent donc accorder au moins autant de poids aux questions sociales et écologiques qu'à l'économie et à l'emploi.

Comment adopter de nouveaux indicateurs de richesse et de progrès social ?

De nombreux travaux ont déjà été menés par des chercheurs, des ONG, des associations et collectivités territoriales, pour élaborer des indicateurs alternatifs et complémentaires au PIB :

- des indicateurs corrigeant le PIB : par la prise en compte d'activités aujourd'hui non comptabilisées mais participant à la cohésion sociale (bénévolat, travail domestique), et par la prise en compte des effets négatifs des activités destructrices de l'environnement.

- des indicateurs de développement humain et social permettant de dresser des panoramas du contexte social, de l'état de la société en matière de santé,

éducation, niveau de vie, inégalités homme-femme, pauvreté, justice.

- des indicateurs à dominante environnementale permettant de mesurer l'impact des activités humaines sur la nature et d'évaluer l'état du patrimoine naturel (biodiversité, sols, forêts, eau, climat).

Ces indicateurs sont d'ores et déjà utilisés par des organisations internationales telles les Nations Unies ou la Banque Mondiale, et en France par certaines collectivités territoriales comme la Région Nord-Pas-de-Calais

Croissance économique ou bien-être durable pour tous ?

Les pays avec un PIB/habitant élevé ne vont pas forcément bien. Les indicateurs alternatifs classent en tête les pays qui protègent les ressources naturelles, maintiennent l'égalité des conditions de vie, redistribuent massivement

les revenus créés, reconnaissent la valeur du temps familial, domestique et de loisirs. Autant d'atouts que notre gouvernement détruit avec acharnement.

Le rapport de la Commission Stiglitz

Nicolas Sarkozy a créé en 2008 la Commission sur la Mesure de la Performance Économique et du Progrès Social pour identifier les limites du PIB et proposer de nouveaux indicateurs pertinents. La Commission regroupe des experts de nombreux pays, dont Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi. Elle doit rendre ses travaux prochainement.

Que contiennent ses travaux ? Qu'en fera Sarkozy ?

En parallèle, le FAIR (Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse) s'est constitué autour de membres de la société civile déjà impliqués dans ces réflexions, pour valoriser les initiatives existantes, collaborer aux travaux de la commission et s'assurer de la mise en place effective d'un débat public national.